

Arrêté préfectoral n° **25-2025-03-26-00004** du **26 MARS 2025**

portant modification de l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-05-013 du 5 juillet 2016 fixant des prescriptions complémentaires à la société PATOIS BERNARD pour l'exploitation d'une installation de traitement de surfaces sur le territoire de la commune de FRAMBOUHANS

Le Préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement, notamment le livre II et le Titre 1er du livre V et en particulier les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du Code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses, et l'article R. 181-45 ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Madame VALLEIX Nathalie ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel « coquilles » du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2016-07-05-013 du 5 juillet 2016 portant prescriptions complémentaires à la société PATOIS BERNARD située sur la commune de FRAMBOUHANS ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-17-00008 du 17 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu l'étude de reconnaissance du milieu récepteur par traçage des eaux souterraines pour la station de traitement des eaux usées de Fontenelles n° D23-017 du 17 octobre 2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 11 février 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu les échanges avec le demandeur sur le projet d'arrêté lors d'une réunion du 27 février 2025 ;

Vu le rapport du 13/02/2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (courriel du 13 mars 2025) ;

CONSIDÉRANT que l'entrée en application de l'arrêté RSDE du 24 août 2017 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site de PATOIS BERNARD ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour la détermination des VLE applicables au site, de prendre en compte la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur ;

CONSIDÉRANT que les effluents de la société PATOIS BERNARD sont rejetés dans la station de traitement des eaux usées de Fontenelles ;

CONSIDÉRANT que d'après l'étude de reconnaissance du milieu récepteur par traçage de la station de traitement des eaux usées de Fontenelles, le milieu récepteur est le Dessoubre à partir de la source des 3 Pucelles ;

CONSIDÉRANT que la source des 3 Pucelles est à l'amont de la station hydrométrique – U221 5015 01 – Le Dessoubre à Rosureux dont le QMNA5 est de 520 l/s ;

CONSIDÉRANT que les flux maximaux prescrits pour les paramètres réglementés sont inférieurs à 10 % du flux admissible par le milieu récepteur ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en place une surveillance provisoire sur certains paramètres pour s'assurer de l'absence de rejet ;

CONSIDÉRANT la réglementation nationale et l'adaptation des valeurs limites en concentration à celle-ci ;

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications n'engendrent pas de modification des conclusions de l'étude de dangers et de l'étude d'impact ;

CONSIDÉRANT que les modifications proposées par l'inspection n'entraînent pas de danger ou inconvénient significatif (voire, que certaines d'entre elles diminuent les dangers ou inconvénients) pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. - Identification

La société PATOIS BERNARD dont le siège social est situé 4 rue de la Velle sur la commune de FRAMBOUHANS, qui est autorisée à exploiter à la même adresse, des installations de traitements de surface des métaux, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2. - Normes de rejets dans le réseau d'assainissement communal

La prescription figurant à l'article 4.3.9. de l'arrêté préfectoral n°25-2016-07-05-013 du 5 juillet 2016 susvisé est remplacée par la suivante :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux
			Maximum journalier (en kg/j par défaut)
pH	1302	compris entre 6,5 et 9	
Température	1301	≤ 30°C	
Débit	1552	Max jour : 8 m³/j	
MES	1305	30	0,24
DCO	1314	600	4,8
Azote global	1551	150	1,2
Phosphore total	1350	50	0,4
Hydrocarbures totaux (1)	7007	5	0,04
AOX (1)	1106	1	0,008
Ion fluorure (1)	7073	15	0,12
Cyanure libres (1)	1084	0,1	0,0008
Cuivre	1392	0,5	0
Fer	1393	1	0,008
Nickel	1386	0,5	0,004
Zinc	1383	2	0,001
Chloroforme/ Trichlorométhane	1135	1	0,008
Tributylphosphate (1)		0,5	0,004
Aluminium (1)	1370	2	0,016
Argent (1)	1368	0,5	0,004

(1) à ce jour, il n'existe pas de NQE pour ces paramètres/

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse sont les méthodes de référence en vigueur.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Lorsque la valeur limite est exprimée par rapport à un flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

ARTICLE 3 – Surveillance provisoire

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux admissible cible provisoire (en kg/j par défaut)
Polluants spécifiques du secteur d'activité			
Cadmium*	1388	0,05	0,004
Plomb	1382	0,4	0,0032
Chrome VI	5871	0,1	0,0008
Chrome III	1389	1,5	0,012
Etain	1380	2	0,016
Nitrites		1	0,008

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les substances spécifiques du secteur d'activité seront surveillées chaque mois pendant 6 mois à compter de la notification de cet arrêté et, en cas d'absence de la substance (ou si la concentration est inférieure à la LQ ou à la NQE), la surveillance pourra être abandonnée, en accord avec l'inspection des installations classées

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.

ARTICLE 4 – Auto surveillance des eaux résiduaires

La prescription figurant à l'article 9.2.2. de l'arrêté préfectoral n°25-2016-07-05-013 du 5 juillet 2016 susvisé est remplacée par la suivante :

Les concentrations en polluants des eaux résiduaires rejetées dans le réseau d'assainissement communal après traitement dans la station de traitement de l'installation doivent faire l'objet d'une auto-surveillance. Les paramètres à contrôler et la fréquence de leur contrôle sont reportés dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant		
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Périodicité de la mesure comparative par un organisme compétent
pH	pH-mètre	En continu	Trimestrielle
Débit	Débitmètre	En continu	
Température	Echantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24h	Trimestrielle	
MES		Trimestrielle	
DCO		Trimestrielle	
Azote global		Trimestrielle	
Phosphore total		Trimestrielle	
Hydrocarbures totaux (1)		Trimestrielle	
AOX (1)		Trimestrielle	
Ion fluorure (1)		Trimestrielle	
Cyanure libres (1)		Bi-hebdomadaire	
Cuivre		Hebdomadaire	
Fer		Hebdomadaire	
Nickel		Hebdomadaire	
Zinc		Trimestrielle	
Chloroforme/ Trichlorométhane		Trimestrielle	
Tributylphosphate (1)		Trimestrielle	
Aluminium (1)		Hebdomadaire	
Argent		Trimestrielle	

ARTICLE 5 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Besançon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société PATOIS BERNARD dont le siège social est situé 4 rue de la Velle sur la commune de FRAMBOUHANS.

ARTICLE 7 - Exécution

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté, la société PATOIS BERNARD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à M. le Maire de la commune de FRAMBOUHANS et M. le Maire de la commune de Fontenelles.

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLEIX

